

# Débats des Communes

QUATRIÈME SESSION—NEUVIÈME PARLEMENT

## CHAMBRE DES COMMUNES.

Mardi, le 26 avril 1904.

La séance s'ouvre à trois heures.

### PREMIÈRE LECTURE.

Bill (n° 77) relatif à la Compagnie du chemin de fer électrique de Hamilton à Grimsby et à Beamsville.—M. German.

Bill (n° 38) relatif à la Compagnie du chemin de fer de la rivière Ottawa.—M. Ethier.

Bill (n° 79) relatif au titre d'institution de la Compagnie d'amélioration de la rivière Thompson.—M. Morrison.

Bill (n° 80) relatif à la Compagnie des houillères de l'Ouest canadien, (à responsabilité limitée).—M. Oliver.

Bill (n° 81) relatif au titre d'institution de la Compagnie canadienne de force motrice et de traction.—M. Champagne.

Bill (no 82) relatif à la Compagnie du chemin de fer terminus d'Essex.—M. Cowan.

Bill (n° 83) relatif à la Compagnie du chemin de fer de Népigon.—M. McCool.

### PROCEDURE—LOI RELATIVE AU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Le PREMIER MINISTRE (Très honorable sir Wilfrid Laurier) : Je propose :

Que le bill (n° 72) tendant à modifier la loi relative au chemin de fer national transcontinental, vienne en délibération avant toutes les autres mesures inscrites au feuillet, le lundi, le mercredi et le jeudi, à la suite des interpellations posées par les députés, et cela jusqu'à ce que cette mesure ait été délibérée en épreuve définitive.

M. R. L. BORDEN : Est-ce que cela nous met en lieu de présenter des motions ?

Sir WILFRID LAURIER : Non.

M. R. L. BORDEN : Est-ce qu'il n'importerait pas de mettre les députés en lieu de présenter des motions, au moins un jour de la semaine ?

Sir WILFRID LAURIER : J'aurais espéré que l'honorable député (M. R. Borden) aurait été en mesure de saisir cette occasion lundi prochain.

M. R. L. BORDEN : Je nourris aussi le même espoir, mais il faut bien parler à toutes les éventualités.

Sir WILFRID LAURIER : Si la délibération du bill n'est pas terminée, vers la fin de la semaine, alors, de concert avec le chef de l'opposition, je pourrai prendre les mesures voulues pour la délibération des motions inscrites au feuillet.

M. R. L. BORDEN : Avec cette entente, je ne m'oppose nullement à l'adoption de la motion.

On adopte la motion.

### RAPPORTS DEMANDES.

M. URIAH WILSON (Lennox) : Avant l'appel de l'ordre du jour, je voudrais savoir du ministre des Postes quand il fera le dépôt du rapport relatif à la démission du directeur de la poste à Wilson, comté de Lennox, rapport dont le dépôt a été demandé le 17 mars.

Sir WILLIAM MULOCK : J'irai aux renseignements à cet égard et je donnerai une réponse à l'honorable député, demain même.

### EXPLICATIONS DE NATURE PERSONNELLE.

M. A. C. BELL (Pictou) : Avant l'appel de l'ordre du jour, je désire signaler à l'attention de la Chambre une question qui m'intéresse personnellement et je citerai à cet égard, un article paru hier même dans le "Globe." Voici cet article :

Il est certaines conventions et certaines convenances, reconnues par la Chambre et qui sont nécessaires à l'expédition de ses affaires, d'une façon digne des pays civilisés. Il existe tant à Ottawa qu'à Toronto un élément qui semble ignorer la chose. Une des questions que les whips règlent de concert, c'est la clôture du débat. Messieurs Calvert et Taylor avaient d'un commun accord, décidé que la clôture aurait lieu mercredi soir. M. Alcorn devait être le dernier orateur de la gauche qui porterait la parole et le premier ministre devait clore le débat. Cependant, M. Bell, le député de Pictou, a préféré ne pas tenir compte de l'arrangement conclu par le whip de son propre parti et acquérir le seul genre de célébrité à laquelle il puisse aspirer.

S'il ne s'agissait que d'une question de nature personnelle, je la passerais peut-être sous silence. A tout événement, l'allusion insolente consignée dans la dernière phrase de cet article ne mérite que le plus absolu mépris. En même temps il convient d'offrir